

[Accueil](#) [La CICAD en action](#) [Rapports sur l'antisémitisme](#)
[Rapport sur l'antisémitisme en Suisse 2001](#)

Rapport sur l'antisémitisme en Suisse 2001

L'année 2001 a vu une recrudescence des discours antisémites et antisionistes, relayés notamment par les organisations d'extrême-gauche et d'extrême-droite, ainsi qu'à travers des manifestations pro-palestiniennes et des lettres de lecteurs dans les journaux. Alors que l'affaire des fonds en déshérence est quasiment terminée, l'Intifada et les attentats du 11 septembre ont donné l'occasion à des Suisses de prendre une " revanche " contre les Juifs et les Américains sur le terrain de la morale et de la justice.

1. Répercussions du conflit israélo-palestinien en Suisse

Les plus nombreuses manifestations d'antisémitisme ont été directement liées aux événements du Proche-Orient. Elles s'expriment parfois sous couvert de critique de la politique israélienne, mais glissent souvent dans un antisémitisme évident, en accusant par exemple " les Juifs " d'être des bourreaux, en tirant un parallèle entre Gaza et le ghetto de Varsovie, en tenant la communauté juive responsable de l'antisémitisme. En Suisse, on remarque un mécanisme particulier : après la crise des fonds en déshérence où la Suisse a été critiquée sur des questions de morale et de justice, l'Intifada donne l'occasion de prendre une " revanche " en donnant, à son tour, une leçon de morale et de justice à Israël et aux Juifs en général. Cet amalgame entre les deux affaires est très visible dans l'abondant courrier des lecteurs publié par la presse locale, ainsi que dans les propos tenus dans divers forums publics.

L'opinion publique suisse est largement solidaire de la cause palestinienne, en particulier dans les rangs de la gauche. De nombreuses manifestations de soutien sont organisées par des associations locales (arabes ou défendant les droits de l'homme) et soutenues par la plupart des partis politiques de gauche. La condamnation d'Israël est systématique, celle des attentats palestiniens est inexistante. Ces rassemblements ont parfois donné lieu à la distribution de tracts ou à la déclamation de slogans radicaux, dénonçant par exemple le " massacre du peuple palestinien ", " l'apartheid ", et la responsabilité d'Israël dans les attentats du 11 septembre 2001. Ces derniers ont d'ailleurs suscité de nombreuses opinions justifiant les actes terroristes par le soutien américain à Israël et la répression de l'Intifada. On a aussi pu remarquer des dérives anti-israéliennes lors de manifestations anti-mondialisation, qui mêlaient des slogans hostiles à l'OMC ou au WEF à des revendications pro-palestiniennes radicales.

La crise au Proche-Orient a donné lieu à certaines frictions diplomatiques entre la Suisse et Israël, malgré la visite officielle du Conseiller Fédéral Joseph Deiss en Israël et dans les territoires autonomes palestiniens en mars 2001. Les problèmes sont intervenus notamment avec la tenue à Genève, le 5 décembre, d'une réunion de hautes parties contractantes à propos des violations par l'Etat d'Israël de la Quatrième Convention de Genève (sort des populations civiles). La Suisse étant dépositaire de ces conventions, le Département Fédéral des Affaires Etrangères a donné son feu vert pour l'organisation d'une conférence spéciale examinant uniquement les actions israéliennes dans les Territoires.

Cette réunion d'une centaine d'Etats s'est tenue à huis clos, sans débat, et sa conclusion était rédigée à l'avance.

Elle a été boycottée par Israël et les Etats-Unis.

Quelques semaines plus tôt, le directeur du Comité International de la Croix-Rouge, Paul Grossrieder, a accusé Israël de violations du droit humanitaire, même à l'endroit des terroristes du FPLP dont il ne sait pas s'ils sont " des civils ou des combattants ". Il refuse d'infirmes des rumeurs et cherche à excuser le fait que le Maguen David Adom ne soit toujours pas reconnu au sein du mouvement de la Croix-Rouge.

Ces accusations qui concernent uniquement Israël et aucun autre pays font écho à la conférence annuelle de la Commission des Droits de l'Homme qui singularise Israël en lui réservant un point spécial de l'ordre du jour pour traiter de ses violations des Droits de l'Homme, alors que tous les autres pays du monde sont examinés globalement sous un seul point (parmi lesquels la Chine, l'Algérie, la Syrie et la Libye).

CICAD en action



Plus de 20 ans d'actions

La CICAD se préoccupe des menaces qui pèsent sur les Communautés juives. Prévenir, conseiller et agir : 3 mots d'ordre contre un même fléau.

[lire la suite](#)

[Commander nos publications](#)

Signalons encore qu'à la conférence mondiale contre le racisme, réunie à Durban en août 2001, la délégation suisse a fait preuve d'une attitude très prudente, jugeant " inacceptables " certains débordements linguistiques à propos d'Israël, mais restant à l'écart des groupes restreints chargés des " questions difficiles ". Egalement présent à Durban, le Forum contre le Racisme, un organe national qui réunit de nombreuses organisations non-gouvernementales, se dit " satisfait de l'adoption des documents finals " (sic), considère " la Déclaration et le Programme d'action du Forum des ONG comme une base indispensable à la poursuite du travail " et ne dit rien des formulations anti-israéliennes et antisémites du document.

2. Débat sur la Suisse et la Deuxième Guerre mondiale

Le débat sur l'attitude de la Suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale touche à sa fin, avec la publication de douze nouvelles études de la Commission Indépendante d'Experts, présidée par le Professeur Jean-François Bergier. Ces études concernent différents aspects financiers des relations entre la Suisse et le régime nazi (papiers-valeurs, holding suisse d'IG Farben, exportation d'électricité, opérations occultes en Suisse), mais aussi des questions juridiques (le droit suisse à l'époque du national-socialisme) et des recherches spécifiques sur la spoliation des biens culturels ou le débat sur la politique d'asile. Elles ont été accueillies avec une certaine indifférence par le public. Le rapport final sera publié en mars 2002.

Le Fonds spécial pour les victimes de la Shoah dans le besoin, présidé par Rolf Bloch, a annoncé avoir versé 298 millions de francs suisses à des bénéficiaires à travers le monde : victimes juives, politiques, tziganes, homosexuelles, handicapées, chrétiennes d'origine juive, mais aussi témoins de Jéhovah et Justes parmi les nations. Le Fonds aura terminé sa mission à la publication de son rapport final en mai 2002.

L'argent de l'accord global signé entre les banques suisses et les plaignants juifs n'a pas encore distribué, même si une troisième liste de comptes en déshérence a été publiée, avec 21'000 comptes ayant " un lien possible avec les victimes du nazisme ", portant à 33'000 le nombre de ces comptes. La Cour fédérale américaine chargée d'étudier les comptes et les formulaires remplis par des ayants droit a demandé le réexamen des 580'000 demandes qui lui sont parvenues de la part de survivants de la Shoah ou de leurs héritiers.

La Fondation Suisse Solidaire, annoncée en 1997 par le président Kaspar Villiger, semble voir sa création compromise, puisque tous les partis proposent une autre utilisation des 1300 tonnes d'or excédentaires de la Banque Nationale Suisse : la proportion attribuée à la Fondation s'est réduite à un tiers (les deux autres seraient partagés entre l'assurance vieillesse et les cantons) et le peuple devra se prononcer sur cette répartition en 2003.

Une étude commandée par le Conseil synodal de l'Eglise évangélique réformée souligne la prudence excessive, voire l'indifférence de ses représentants, ainsi que les expressions d'antisémitisme en son sein. Elle salue en revanche l'engagement de certains individus en faveur des réfugiés.

Une étude commandée par la Conférence centrale catholique romaine de Suisse montre que les catholiques suisses n'ont jamais explicitement condamné le national-socialisme, ni la persécution des Juifs, et n'ont pas protesté contre le sort des réfugiés juifs en Suisse, même si certaines personnes se sont engagées individuellement dans l'aide aux réfugiés.

Huit nouveaux Suisses ont été nommés " Justes parmi les Nations " par l'Institut Yad Vashem de Jérusalem, portant à 49 leur nombre total.

3. Antisémitisme

Organismes parlementaires

Le Parlement suisse s'est opposé à la levée de l'immunité du Conseiller national Christoph Blocher (UDC/ZH), dont un discours tenu à propos des Juifs et de l'argent, en pleine affaire des fonds en déshérence, a suscité un dépôt de plainte pénale contre lui. Il ne sera donc pas jugé pour violation de l'article 261bis.

Un politicien de Soleure a été exclu du Parti démocrate-chrétien après qu'il a tenu les Juifs responsables des attentats du 11 septembre.

Des propos xénophobes sont plus nombreux, notamment au sein de partis institutionnels, et contribuent à banaliser les discours d'extrême-droite.

Manifestations populaires

Les premières manifestations d'antisémitisme liées à l'intifada se sont renforcées en 2001, comme en témoignent les tracts, banderoles et slogans lors de manifestations pro-palestiniennes. Les amalgames entre Juifs et Israéliens, les parallèles entre le gouvernement Sharon et le nazisme, les critiques de la politique israélienne mêlant les stéréotypes de " lobby juif qui contrôle Washington ", " peuple élu qui se croit au-dessus des lois ", " Juifs insatiables ", " Juifs qui sont la cause de l'antisémitisme ", ont été exprimés de plus en plus fréquemment, y compris dans les journaux.

Quelques cas de licenciements ont été prononcés contre les auteurs de tels propos discriminatoires. Plusieurs tracts, affiches et autocollants antisémites ont été diffusés anonymement dans des écoles et des boîtes à lettres, mettant en cause le complot juif mondial, le racisme des Juifs ou les responsabilités juives dans les problèmes nationaux (coût de l'assurance maladie, faillite de Swissair).

Le rabbin israélien Abraham Grünbaum, de passage en Suisse, a été assassiné un soir de juin dans

une rue de Zurich.

Le meurtre n'a pas été revendiqué et le mobile reste mystérieux.

La communauté juive de Suisse, pourtant très discrète et peu engagée dans le débat public, est de plus en plus souvent prise à partie à propos du conflit israélo-palestinien. Les médias et l'opinion publique demandent constamment aux Juifs suisses de se distancer vis-à-vis d'Israël, de critiquer le gouvernement Sharon et de justifier sa position après chaque action de représailles. On ne leur demande guère comment ils se sentent après un attentat suicide ou lorsqu'ils entendent les discours de haine du Hamas ou du Jihad qui visent tous les Juifs. On peut aussi se demander pourquoi on presse les Juifs de Suisse de critiquer Israël alors qu'ils ne prennent généralement pas position publiquement sur cette question, ni en faveur, ni en opposition. Les médias ne sont pas aussi insistants auprès de la communauté arabe de Suisse pour la pousser à condamner fermement les attentats ou dénoncer la corruption, le double langage et la dictature d'Arafat.

Extrême-droite

Les groupuscules d'extrême-droite ont trouvé un nouveau souffle avec l'Intifada et les attentats du 11 septembre qui leur permettent de raviver les clichés antisémites des Juifs qui cherchent à tout dominer et du complot juif mondial. C'est ce type de discours que l'on lit notamment dans le bulletin de l'association Vérité & Justice de Châtel-Saint-Denis (FR), dirigée par Jürgen Graf, René-Louis Berclaz et Philippe Brennenstuhl. Ce groupuscule a été l'un des co-organisateurs avec l'Institute for Historical Review (Etats-Unis) de la conférence négationniste sur "révisionnisme et sionisme", prévue en mars 2001 à Beyrouth, avant son interdiction par le gouvernement libanais. V&J a également réédité plusieurs livres antisémites notoires, comme Le Juif international de Henry Ford et L'Autriche juive de Trocasse. Le procès des responsables de l'association aura lieu au printemps 2002, à l'exception de Jürgen Graf, en fuite en Iran depuis octobre 2000, date à laquelle il devait purger quinze mois de prison ferme pour discrimination raciale.

Gaston-Armand Amaudruz, reconnu coupable de discrimination raciale pour ses écrits racistes et antisémites dans son mensuel Le Courrier du Continent, a vu sa peine de trois mois de prison ferme confirmée par le Tribunal Fédéral. Il devrait purger cette peine en 2002. En attendant, il continue à publier son journal aux propos racistes et antisémites.

Parmi les autres publications circulant en Suisse, signalons le bulletin des Amis de Robert Brasillach, club présidé par l'avocat genevois Pascal Junod, qui dirige également Thulé, Synergies Européennes et le Cercle Proudhon. Ces associations organisent régulièrement des conférences semi-privées avec des orateurs français souvent condamnés dans leur pays (Guillaume Faye, Roger Garaudy, etc.). La vaudoise Geneviève Aubry poursuit la publication de L'Atout, qui défend une Suisse neutre et indépendante au prix de dérapages antisémites et anti-américains nombreux. Le Bâlois Ernst Indlekofer diffuse Recht+Freiheit et son équivalent en français Droit+Liberté dans lesquels il dénonce l'ONU comme étant contrôlé par les puissances maçonniques et juives. Claude et Mariette Paschoud ont trouvé in extremis les fonds pour prolonger l'existence du Pamphlet, tandis que le Genevois Alfred Künzli semble avoir cessé - ou en tout cas largement espacé - la diffusion de son Euronews. Max Wahl distribue discrètement ses Notizen à un cercle fermé d'amis, pour éviter de tomber sous le coup de la loi. En ce qui concerne Internet, le site des extrémistes valaisans Romandit.ch a été fermé après ses dérapages homophobes lors de la gay pride de Sion en juillet 2001. La Jeunesse Nationaliste Suisse et Européenne, qui publiait une lettre électronique sur un site canadien francophone, a cessé sa diffusion à la fin 2001.

Le Parti National Orientierter Schweiz (PNOS), présidé par Sacha Kunz, maintient des liens avec le NPD, le parti néo-nazi allemand, notamment par l'intermédiaire du négationniste suisse Bernhard Schaub.

Les skinheads ont vu leur nombre et leurs activités augmenter en 2001. La Police Fédérale en recense un millier environ et compte une soixantaine de rassemblements qui ont attiré des amateurs de toute l'Europe. A ces occasions, une propagande abondante est proposée : livres, vidéos, disques, vêtements. Les organisateurs insistent toujours sur le caractère privé de la fête pour éviter les foudres de la loi antiraciste, qui ne peut punir que les actes commis publiquement. L'un des groupes actifs en Suisse romande s'appelle Blood & Honour Romandie. Les skinheads sont recrutés de plus en plus jeunes (12-13 ans), se radicalisent et sont plus souvent armés. Un ancien skinhead, Marcel von Allmen, 19 ans, a été tué à coups de barre métallique par quatre anciens amis, après qu'il a brisé la loi du silence en révélant certaines activités. Un autre extrémiste de droite a trouvé la mort en 2001 : Marcel Strelbel, co-fondateur du Front patriotique, a été abattu par une de ses connaissances lors d'une querelle privée.

Les attentats du 11 septembre ont laissé entrevoir des liens entre les milieux d'extrême-droite et islamistes. L'une des passerelles entre ces deux mondes est Ahmed Huber, un négationniste suisse converti à l'islam, administrateur de la société Al-Taqwa, soupçonnée d'avoir financé les attentats. Il a organisé à la mi-novembre 2001 à Lucerne une réunion contre "la domination sioniste mondiale et le grand Satan américain". Huber a également donné une conférence devant le cercle Avalon (extrême-droite païenne) présidée par Roger Wüthrich. Si les extrémistes de droite sont a priori éloignés des musulmans, ils gardent pourtant une admiration pour eux, d'autant qu'ils partagent pour ennemis communs, les Juifs et les Américains. Leur rêve reste le partage du monde entre la croix gammée sur l'Occident et le croissant sur l'Orient. Wüthrich a également déclaré que "les musulmans sont les seuls alliés de l'extrême-droite." On remarque ainsi que les Arabes ou les musulmans ne sont plus la cible des sites Internet racistes et que les attentats anti-américains ont été généralement justifiés par les mouvements extrémistes.

A la fin de l'année 2001, un nouveau débat national a fait surface en Suisse, après la décision du Conseil Fédéral de lever l'interdiction sur l'abattage rituel en vigueur depuis 1873 (à l'époque adoptée pour empêcher l'installation de Juifs en Suisse.)

Aujourd'hui, le débat entre communautés religieuses et défenseurs des animaux prend une tournure purement émotionnelle - et non pas juridique ou scientifique - laissant parfois place à des dérapages racistes et antisémites : les juifs ou musulmans sont considérés comme "barbares" ou "obscurantistes", tenants d'une vision "archaïque" qu'ils veulent "imposer" à la Suisse, eux qui ne sont que des "hôtes" dans ce pays. Ce type de discours est notamment reproduit par la Société

vaudoise pour la Protection des Animaux, dont le président, Samuel Debrot, engage les Juifs à "devenir végétariens ou à quitter le pays ". Parmi les opposants de longue date à l'abattage rituel, on trouve Erwin Kessler, président du Verein gegen Tierfabrik (VgT, dont l'antenne romande, l'Association contre les Usines d'animaux - ACUSA - dirigée à Coppet par Suzanne Wachtl, diffuse des tous-ménages à la limite de l'antisémitisme). Kessler a été une nouvelle fois condamné pour discrimination raciale en 2001, cette fois à 9 mois de prison ferme en première instance, notamment pour ses propos antisémites. Par le passé, Kessler avait déjà accusé les Juifs d'agir comme des nazis envers les animaux. Il prend également la défense des négationnistes et fait ouvertement alliance avec l'extrême-droite.

Ce débat sur l'abattage rituel ne fait que commencer, puisqu'une récolte de signatures va sans doute amener le sujet au vote populaire.

4. Réactions à l'antisémitisme

Les réactions à l'antisémitisme ont été peu nombreuses en dehors de la communauté juive. La plupart des organismes politiques, sociaux, religieux ou associatifs se distancent du problème, ou prennent ouvertement parti pour la cause palestinienne, refusant du même coup de dénoncer l'antisémitisme ambiant en Suisse.

L'éducation et la sensibilisation relèvent du choix individuel des enseignants, des travailleurs sociaux, des associations ou des communautés religieuses. Depuis septembre 2001, Jacques Picard est le premier professeur à occuper la nouvelle chaire d'histoire et de culture juive à l'Université de Bâle. Une voix importante dans la lutte contre l'antisémitisme et pour les droits de l'homme s'est éteinte, en la personne de Gerhart Riegner, ancien secrétaire général du Congrès Juif Mondial, décédé à Genève en décembre 2001.